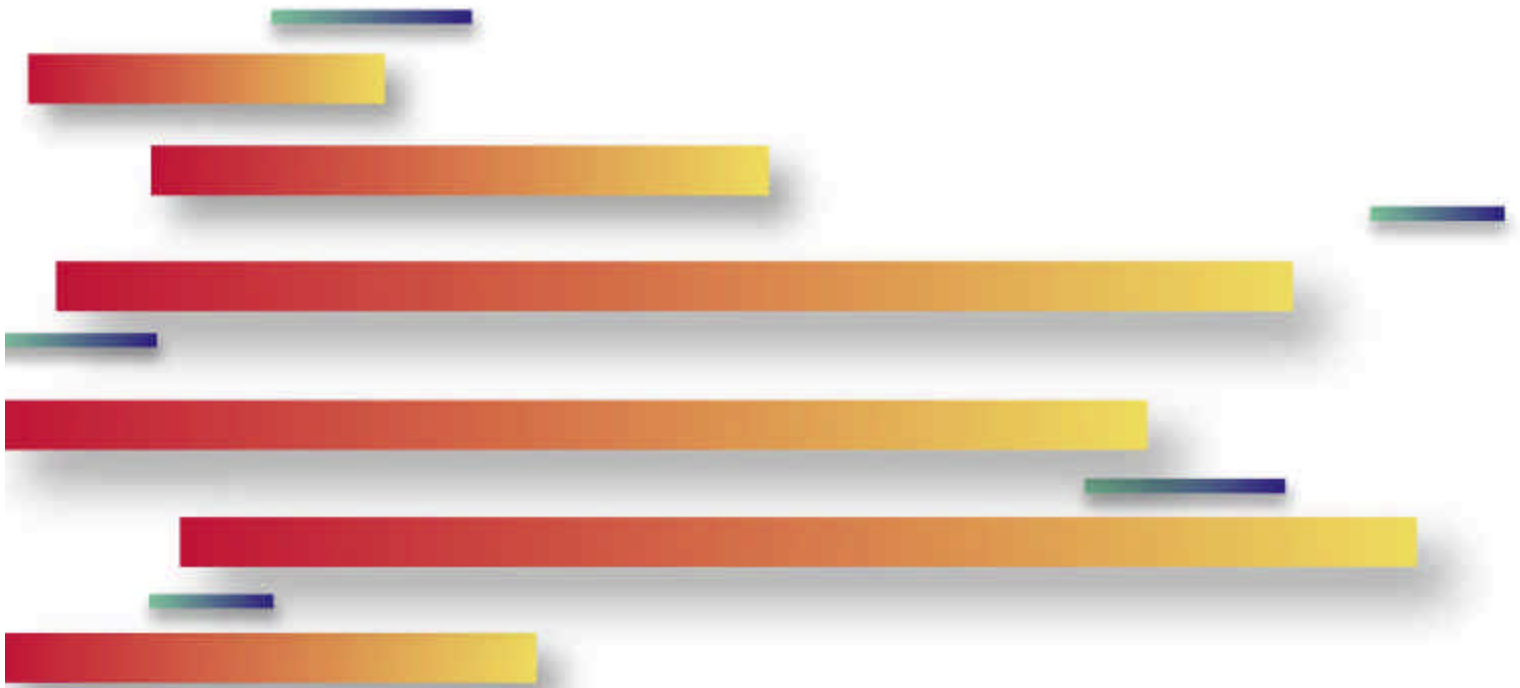


**BULLETIN MÉTROPOLITAIN
SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE LA
RÉGION MÉTROPOLITAINE DE
MONTRÉAL**

1^{er} trimestre 2006
volume 3, numéro 1



Publication réalisée par la

Direction de la planification, du suivi et de l'information
sur le marché du travail d'Emploi-Québec Montréal
Table métropolitaine de Montréal

Direction

Réjean Charbonneau
Louis E. Prévost

Rédaction

Sylvie Allaire, économiste
Régent Chamard, économiste

Conception et développement

Omar Choucair, analyste en informatique
Lamara Yadel, technicien en informatique
Riadh Ounissi, technicien en informatique
Mélanie Lapalme, technicienne en informatique

Secrétariat

Sylvie Milot
Ginette Gosselin

Abonnement et changement d'adresse :
Emploi-Québec RMR de Montréal
Téléphone : 514 864-8257
Télécopieur : 514 864-8990
Courriel : regent.chamard@mess.gouv.qc.ca

Emploi-Québec Montréal
514 725-5221, poste 247
514 864-6827
sylvie.milot@mess.gouv.qc.ca

Publication disponible sur le site Internet :
<http://emploi Quebec.net/montreal>
<http://emploi Quebec.net/francais/imt>
<http://www.table-metropolitaine.org>

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2006
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2006
Bibliothèque et Archives nationales Canada, 2006
ISSN 1180-4572

Table des matières

LEXIQUE	4
MISE EN GARDE MÉTHODOLOGIQUE	5
FAITS SAILLANTS	6
SECTION 1	7
CONJONCTURE.....	7
MARCHÉ DU TRAVAIL.....	8
SECTION 2	13
GRAPHIQUES.....	14
<i>Taux de chômage et variation annuelle de l'emploi selon la région</i>	14
<i>Taux d'emploi (%) et taux de chômage (%), RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	15
<i>Emploi à temps plein et à temps partiel, RMR de Montréal</i>	16
TABLEAUX.....	17
<i>Principaux indicateurs du marché du travail, RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	17
<i>Principaux indicateurs du marché du travail, RMR de Montréal (données désaisonnalisées)</i>	18
<i>Principaux indicateurs du marché du travail, Montréal, Laval et RMR de Montréal moins Montréal et Laval</i>	19
<i>Comparaisons interrégionales</i>	20
<i>Principaux indicateurs du marché du travail selon le sexe et l'âge RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	21
<i>Emploi par secteur d'activité RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	22
<i>Emploi selon le genre et le niveau de compétence RMR de Montréal et ensemble du Québec</i>	23
<i>Prestataires de l'assurance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec</i>	24
<i>Prestataires de l'assistance-emploi selon les régions économiques et l'ensemble du Québec</i>	25

Lexique

Population de 15 ans et plus : Toutes les personnes âgées de 15 ans et plus, résidant au Québec, à l'exception des personnes vivant dans les réserves indiennes, des pensionnaires d'institutions et des membres des Forces armées.

Population active : Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Emploi : Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu. Cette définition correspond à celle, des personnes occupées, utilisée par Statistique Canada dans l'*Enquête sur la population active*.

- ◆ L'emploi à **temps plein** tient compte des personnes qui travaillent habituellement 30 heures ou plus par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi.
- ◆ L'emploi à **temps partiel** tient compte des personnes qui travaillent habituellement moins de 30 heures par semaine à leur emploi principal ou à leur unique emploi.

Chômeurs : Personnes qui sont sans emploi et qui se cherchent activement un emploi.

Taux de chômage : (Nombre de chômeurs / population active) x 100.

Taux d'activité : (Population active / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux d'emploi : (Emploi / population de 15 ans et plus) x 100.

Taux de prestataires de l'assistance emploi : Prestataires adultes sans contraintes à l'emploi divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (Recensement 2001) x 100.

Taux de prestataires de l'assurance emploi : Prestataires actifs et aptes au travail divisé par le nombre de personnes de 15 à 64 ans (Recensement 2001) x 100.

Taux de prestataires : Prestataires / population de 15 à 64 ans (Recensement 2001) x 100.

RMR : Région métropolitaine de recensement.

ZME : Zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal.

Note : Pour des définitions plus détaillées, voir Statistique Canada, *La Population active*. Mensuel. N° 71-001.

Mise en garde méthodologique

Les estimations régionales sur le marché du travail se distinguent à plusieurs égards des données canadiennes et québécoises sur l'emploi et le chômage diffusées mensuellement par *Statistique Canada* et tirées de *l'Enquête sur la population active*.

Les données pour le Québec sont **désaisonnalisées**, ce qui veut dire qu'elles sont corrigées des variations saisonnières afin de rendre les données comparables avec celles de n'importe quel autre mois de n'importe quelle année.

Les estimations régionales sont, quant à elles, des données brutes (**non désaisonnalisées**). Comme les niveaux d'emploi et de chômage varient en fonction de la période de l'année, on ne peut donc comparer les estimations régionales d'un mois qu'avec celles du mois correspondant des années antérieures.

Les estimations régionales se distinguent également des estimations québécoises mensuelles non désaisonnalisées puisqu'elles sont toujours des moyennes de trois mois (**moyennes mobiles**). Ainsi, l'estimation du taux de chômage d'avril pour une région est en réalité une estimation du taux de chômage moyen de cette région pour les mois de février, mars et avril. Statistique Canada réduit ainsi les fluctuations mensuelles des estimations en raison de la faible taille de l'échantillon des régions.

Malgré l'établissement de moyennes mobiles, les estimations régionales demeurent entachées de marges d'erreur élevées à cause de cette faible taille de l'échantillon. Celui-ci, qui était de 9 843 ménages en moyenne entre juillet et décembre 2003 pour l'ensemble du Québec, varie, selon les régions, de 277 ménages à Laval à 1 318 ménages en Montérégie, comme on peut le voir au tableau qui suit.

Une estimation du taux de chômage de 15,4 % pour la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine signifie qu'il y a une probabilité de 67 % que le taux de chômage de cette région se situe entre 14,1 % et 16,7 %. L'intervalle de confiance à 67 % pour cette région est donc dans ce cas-ci de 2,6 points de pourcentage. Une variation du taux de chômage de 1,3 point, à la hausse ou à la baisse ne peut alors être considérée statistiquement significative avec un tel intervalle de confiance. À Montréal, où l'échantillon est plus important, un taux estimé de 11,7 % se situe en réalité entre 11,0 % et 12,4 %, deux fois sur trois.

La marge d'erreur élevée des estimations trimestrielles régionales doit inciter l'utilisateur à interpréter ces estimations avec circonspection.

Intervalles de confiance des estimations régionales du taux de chômage			Intervalle de confiance à 90 %		Intervalle de confiance à 67 %	
Région	Taille de l'échantillon	Taux (%) de chômage moyen ¹	Borne inférieure	Borne supérieure	Borne inférieure	Borne supérieure
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	393	15,4	13,3	17,5	14,1	16,7
Bas-Saint-Laurent	344	8,9	7,3	10,5	7,9	9,9
Capitale-Nationale	790	6,4	5,4	7,4	5,8	7,0
Chaudière-Appalaches	987	5,1	4,4	5,8	4,7	5,5
Estrie	848	6,9	5,9	7,9	6,3	7,5
Montérégie	1 318	7,3	6,5	8,1	6,8	7,8
Montréal	1 056	11,7	10,5	12,9	11,0	12,4
Laval	277	8,5	7,0	10,0	7,6	9,4
Lanaudière	346	9,1	7,3	10,9	8,0	10,2
Laurentides	415	7,1	5,5	8,7	6,1	8,1
Outaouais	659	7,5	6,2	8,8	6,7	8,3
Abitibi-Témiscamingue	405	9,7	7,7	11,7	8,5	10,9
Mauricie	754	10,5	8,9	12,1	10,6	11,5
Saguenay–Lac-Saint-Jean	681	11,4	10,1	12,7	10,6	12,2
Côte-Nord et Nord-du-Québec	320	13,0	7,6	18,4	9,8	16,2
Centre-du-Québec	249	8,7	6,9	10,5	7,6	9,8
RMR de Montréal	2 095	9,5	8,8	10,2	9,1	9,9
Ensemble du Québec	9 843	8,9	8,6	9,2	8,7	9,1

Source : *Statistique Canada*.

¹ Selon les moyennes mobiles de trois mois de juillet à décembre 2003.

Faits saillants

Veillez prendre note que le bulletin métropolitain remplace l'ancien bulletin régional de Montréal. Seuls les grands indicateurs du marché du travail de Montréal (tableau 1C) sont maintenant inclus dans le bulletin métropolitain. Tous les autres tableaux de la publication portent sur la région métropolitaine.

Au 1^{er} trimestre de 2006, la croissance de l'emploi a continué de ralentir dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal. Par rapport au 1^{er} trimestre de 2005, l'emploi a augmenté faiblement (0,5 %) et, depuis 2002, c'est la plus faible hausse observée au cours des trimestres comparables. Cette évolution contraste avec l'ensemble du Québec où l'emploi a progressé de 1,3 %.

Comme au trimestre précédent, c'est encore une fois l'emploi à temps partiel (6,9 %) qui a pris le relais et l'emploi à temps plein qui a chuté (-1 %).

Par rapport au 1^{er} trimestre de 2005, la population active de la RMR de Montréal a augmenté de 1,6 %, un rythme légèrement supérieur à celui de la population de 15 ans et plus de cette région (1,3 %). Cette hausse a permis au taux d'activité de gagner deux dixièmes de point de pourcentage pour atteindre 66,8 %.

Le même scénario que celui prévalant au 4^e trimestre de 2005 s'est poursuivi pour les femmes. Le marché du travail pour les femmes a continué de se détériorer alors que pour les hommes, la situation s'est améliorée.

Pour les jeunes de 15 à 29 ans, le marché du travail a enfin envoyé un signal positif après six trimestres consécutifs de baisses d'emplois. Pour ces derniers, la forte création d'emplois (30 400 ou 6,9 %) a été autant apparente dans l'emploi à temps plein (16 000 ou 5,5 %) qu'à temps partiel (14 300 ou 9,6 %). Tous leurs indicateurs du marché du travail se sont redressés. En contrepartie, les 30 ans et plus ont vu leur nombre d'emplois chuter (-22 000 ou -1,6 %).

Encore une fois, le secteur des services (34 600 emplois de plus ou 2,5 %) est venu amortir la baisse de l'emploi dans le secteur de la production de biens (-26 300 ou -6,7 %) qui est malmené principalement par l'industrie manufacturière (-39 300 ou -12,9 %). Parmi les secteurs de la fabrication, on en compte 11 sur 17 qui affichent des baisses d'emplois.

Au 1^{er} trimestre de 2006, ce sont surtout les professions de la gestion (9 100 ou 5,5 %) et celles de niveau technique (12 600 ou 2,4 %) qui ont profité des gains sur le marché du travail de la RMR de Montréal. Les personnes qui occupaient un emploi de niveau professionnel ont été touchées par des pertes d'emplois (-10 300 ou -2,6 %) ainsi que celles qui détenaient un emploi de niveau intermédiaire, mais dans une moindre mesure (-5 900 ou -1,1 %).

Au 1^{er} trimestre de 2006, le nombre de prestataires de l'assurance-emploi diminue dans la zone métropolitaine de l'emploi (ZME) de Montréal (-997 ou -0,9%). Quant aux prestataires de l'assistance-emploi, leur nombre s'est inscrit en baisse dans la ZME de Montréal à chacun des mois de janvier depuis 2001. En janvier 2006, la baisse par rapport à janvier 2005 a même été supérieure (-4 442 ou -5,2 %) à celle qui a été observée au cours de chacune des années depuis 2002.

Section 1

Conjoncture

L'économie au Québec et au Canada²

Les plus récentes statistiques montrent que la croissance de l'économie québécoise était modeste au dernier trimestre de 2005. En effet, la progression sur une base annualisée du produit intérieur brut (PIB) au cours de ce trimestre n'était que de 0,6 % en termes réels. Cette faible performance s'explique par l'accroissement du déficit commercial ainsi que par une accumulation moins rapide des stocks. Ce sont essentiellement les composantes de la demande intérieure finale, dont principalement les dépenses personnelles en biens et services, qui ont soutenu la progression de l'économie québécoise. La croissance de la consommation au quatrième trimestre de 2005 était quatre fois plus importante que celle du PIB. Selon les plus récentes statistiques publiées par l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), les dépenses personnelles en biens et services de consommation ont augmenté de 0,6 % (soit deux fois plus qu'au troisième trimestre de 2005). Pour l'ensemble de 2005, les dépenses de consommation ont bondi de 3,9 %, soit leur meilleure performance depuis 1997.

La tendance à l'essoufflement de l'économie québécoise a été observée à travers l'évolution récente de l'indice précurseur Desjardins (IPD³) qui a connu en janvier 2006 une faible baisse de 0,1 %. Même s'il est prématuré d'annoncer une décélération de l'économie du Québec à court terme, la faiblesse de l'IPD, qui persiste depuis l'automne dernier, est préoccupante pour les perspectives économiques du Québec dans la mesure où la province ne semble pas tirer pleinement profit du cycle d'expansion nord-américain.

² Cette section a été rédigée par Moez Souissi, économiste au Centre d'étude sur l'emploi et la technologie (CETECH).

³ Cet indice composite, obtenu à partir de plusieurs composantes de l'économie québécoise, sert à prévoir les tendances à court terme de celle-ci.

Les résultats de la plus récente enquête de Statistique Canada sur les perspectives d'investissement confirment cette préoccupation. En effet, cette enquête prévoit une progression de 0,9 % des investissements québécois en 2006 et situe le Québec loin derrière l'Ontario (+6,5 %) et le Canada (+6,1 %). Les intentions d'investissement du secteur manufacturier, très tourné vers l'exportation, sont particulièrement préoccupantes. En effet, les fabricants n'ont pas l'intention d'augmenter leurs investissements en machinerie et en outillage en 2006, alors que le contexte actuel (appréciation du dollar, flambée des prix de l'énergie et accroissement de la concurrence des pays asiatiques) impose l'intensification des efforts de modernisation.

Contrairement à l'économie québécoise, l'économie canadienne a commencé le 1^{er} trimestre de 2006 du bon pied. Le PIB réel par industrie a augmenté de 0,2 % en janvier, faisant suite à un gain de 0,4 % en décembre dernier. Le dynamisme du secteur des services (0,5 %) a plus que compensé la baisse de la production de biens (essentiellement expliquée par une réduction de 2,6 % de l'extraction minière, pétrolière et gazifière). La croissance s'est concentrée dans les commerces de gros (1,2 %) et de détail (0,9 %), notamment en raison du niveau élevé des ventes de véhicules automobiles, ainsi que dans la construction et dans les secteurs financier et immobilier (à cet effet, la valeur des permis de construire délivrés au Canada a d'ailleurs monté de 3,6 % en février, alors qu'elle avait chuté de 19,5 % en janvier).

La publication des résultats de janvier du PIB réel par industrie donne une idée sur l'évolution de la croissance économique au 1^{er} trimestre de 2006. L'acquis de croissance pour le 1^{er} trimestre serait déjà de 2 %.

L'économie canadienne semble aussi avoir profité d'un contexte économique plutôt favorable aux États-Unis. Les statistiques les plus récentes montrent que les nouvelles demandes d'assurance-emploi ont régressé de 5 000 pour s'établir à 299 000 dans la semaine terminée le 1^{er} avril, contrairement aux anticipations à la hausse de 305 000. Par ailleurs, l'indice phare de l'activité manufacturière américaine, ISM (Institute of Supply Management)⁴, est resté au dessus de la barre des 50 points, et ce, en dépit d'un léger repli de 1,5 point (de 56,7 en février et à 55,2 en mars).

⁴ Un indice supérieur à 50 indique une expansion de la production manufacturière.

à 58,8 %. Cette hausse résulte d'une variation de l'emploi (1,3 %) à peine supérieure à celle de la population québécoise en âge de travailler (1,2 %).

Marché du travail

Vue d'ensemble

Au 1^{er} trimestre de 2006, la croissance de l'emploi a continué de ralentir dans la région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal. Par rapport au 1^{er} trimestre de 2005, l'emploi a augmenté faiblement (0,5 %) et, depuis 2002, c'est la plus faible hausse observée au cours des trimestres comparables. Cette évolution contraste avec l'ensemble du Québec où l'emploi a progressé de 1,3 %; si on exclut la RMR de Montréal des données québécoises, la variation de l'emploi a été encore plus rapide dans le reste du Québec (2,1 %). Comme aux deux trimestres précédents, c'est encore une fois l'emploi à temps partiel (6,9 %) qui a pris le relais et l'emploi à temps plein a chuté (-1 %). Avec cette faible hausse de l'emploi total, qui s'est accompagnée d'une plus forte hausse de la population de 15 ans et plus (1,3 %), le taux d'emploi a baissé (à 60,4 %). Le nombre de chômeurs et chômeuses a augmenté de près de 14 % alors qu'au cours du même trimestre lors des deux années antérieures, leur nombre avait diminué. Comparativement à l'an dernier, le taux de chômage a gagné plus d'un point de pourcentage et il se fixe maintenant à 9,7 %. Quant au taux d'activité, il a continué à se maintenir à un niveau élevé, soit 66,8 %, sans toutefois dépasser le record atteint au 1^{er} trimestre de 2003 (67,4 %).

L'emploi

Dans la RMR de Montréal, l'emploi a peu augmenté (8 400 ou 0,5 %) et cette hausse est uniquement attribuable à l'emploi à temps partiel (22 500 ou 6,9 %). Comparativement au 1^{er} trimestre de 2005, il s'est perdu au-delà de 14 000 emplois à temps plein (-1 %), ce qui a mis fin à quatre années sans interruption de croissance de ce type d'emploi. Dans l'ensemble du Québec, il s'est créé légèrement plus d'emplois à temps plein (25 600 ou 0,9 %) qu'à temps partiel (20 800 ou 3 %).

Avec cette faible hausse du niveau de l'emploi, qui n'a pas suffi à répondre à la progression de la population de 15 ans et plus (1,3 %), le taux d'emploi a régressé. En passant de 60,9 % au 1^{er} trimestre de 2005 à 60,4 % au 1^{er} trimestre de 2006, il s'est encore éloigné du sommet atteint au 1^{er} trimestre de 2003 (61 %). Dans l'ensemble du Québec, le taux d'emploi a peu bougé, augmentant d'un dixième de point de pourcentage pour se fixer

En ce qui regarde le taux d'emploi, la RMR de Montréal se classe au 3^e rang parmi les six régions métropolitaines du Québec, derrière la RMR de Québec (61,9 %) et celle de Gatineau (68,7 %).

Alors que l'emploi des résidents et résidentes de l'île de Montréal est demeuré pratiquement inchangé, il a augmenté pour ceux de Laval (5,4 %) et a diminué légèrement pour l'ensemble des résidents et résidentes des portions RMR des régions des Laurentides, de Lanaudière et de Montérégie (-0,1 %). Si l'emploi n'a pas bougé pour la population montréalaise, c'est en fait le résultat de deux mouvements contraires : une diminution de l'emploi à temps plein (-16 100 ou -2,2 %) et une hausse équivalente de l'emploi à temps partiel (15 800 ou 9,3 %). Pour les résidents et résidentes de Laval, ce sont surtout les emplois à temps partiel (7 500 ou 23,1 %) qui ont tiré l'emploi vers le haut, mais l'emploi à temps plein a aussi apporté sa contribution (1 900 ou 1,4 %). Dans l'ensemble des trois autres régions de la RMR de Montréal, la population a connu une légère diminution de l'emploi à temps partiel (-800 ou -0,6 %) et une stagnation de l'emploi à temps plein. Si on considère chacune de ces trois régions dans leur ensemble, c'est-à-dire en incluant leur portion hors RMR, les estimés révèlent une diminution de la population en emploi résidant dans les Laurentides (-6,5 %) et dans Lanaudière (-2,6 %), mais une hausse pour celle de la Montérégie (4,3 %).

La population de Laval affiche une hausse de son taux d'emploi (de 57,8 % à 60 %), puisque l'accroissement de l'emploi (5,4 %) a été nettement plus rapide que celui de la population de 15 ans et plus (1,5 %). Sur l'île de Montréal, l'absence de croissance dans l'emploi de la population, couplée à une hausse de la population de 15 ans et plus (0,9 %), a entraîné une diminution du taux d'emploi (de 58,2 % à 57,7 %). Dans l'ensemble des trois autres régions de la RMR, le scénario est semblable à celui observé sur l'île de Montréal; la population de 15 ans et plus s'est accrue plus fortement (1,8 %), de sorte que la baisse légère de l'emploi (-0,1 %) a fait chuter le taux d'emploi de plus d'un point de pourcentage (de 65,5 % à 64,3 %).

La population active et le chômage

Par rapport au 1^{er} trimestre de 2005, la population active de la RMR de Montréal a augmenté de 1,6 %, un rythme légèrement supérieur à celui de la population de 15 ans et plus (1,3 %). Cette hausse a permis au taux d'activité de gagner deux dixièmes

de point de pourcentage pour atteindre 66,8 %. Avec un tel taux, la RMR de Montréal occupe le 2^e rang parmi les six régions métropolitaines du Québec et elle n'est devancée que par la région de Gatineau (72,4 %).

Mais les personnes qui se sont jointes au marché du travail par rapport à l'an dernier (31 900) n'ont pas toutes eu la chance d'accéder à un emploi, puisqu'il ne s'est créé que 8 400 emplois au cours de cette période. Les autres personnes (23 600) sont venues gonfler le nombre de chômeurs et de chômeuses qui a augmenté de 13,9 %. Avec une telle hausse, le taux de chômage a subi une remontée de plus d'un point de pourcentage, en passant de 8,6 % à 9,7 %, ce qui le rend supérieur au taux de chômage de l'ensemble du Québec (9,2 %) pour la première fois depuis 1994 (pour un premier trimestre).

Dans l'ensemble du Québec, la population active a progressé un peu moins rapidement (1,3 %) que dans la RMR de Montréal (1,6 %). Mais, comme la croissance de l'emploi (46 400 ou 1,3 %) y a été plus vigoureuse et qu'elle a suffi à absorber presque toutes les nouvelles personnes actives (53 000), l'impact sur le taux de chômage a été plus limité. Le nombre de chômeurs et de chômeuses n'a augmenté que de 1,8 % (6 500 personnes de plus) et le taux de chômage n'a augmenté que d'un dixième de point de pourcentage, en atteignant 9,2 %. Quant au taux d'activité, il s'est légèrement accru (de 64,6 % à 64,7 %), car la population active a augmenté un peu plus (1,3 %) que la population de 15 ans et plus (1,2 %).

Parmi les six régions métropolitaines du Québec, c'est la RMR de Montréal qui détient le taux de chômage le plus élevé alors qu'au trimestre précédent, c'était la RMR de Saguenay. Le premier rang du palmarès appartient à Gatineau qui, avec un taux de chômage de 5,2 %, a délogé la RMR de Québec de la première place qu'elle occupait au quatrième trimestre de 2005.

La population de l'île de Montréal n'a connu un taux de chômage inférieur à 10 % qu'à peu d'occasions. Depuis mars 1987, cette situation ne s'est présentée qu'à trois reprises, soit aux premiers trimestres de 1988, de 2000 et de 2001. Depuis ce 1^{er} trimestre de 2001, le taux de chômage s'est maintenu au-dessus de 10 % et, depuis trois ans, il n'a pas cessé d'augmenter, passant de 10,4 % au 1^{er} trimestre de 2004, à 10,7 % au 1^{er} trimestre de 2005 et au 1^{er} trimestre de 2006, il frôle 12 % (11,8 %). En 2006, c'est la combinaison de la croissance de la population active (1,2%) et de la stagnation de l'emploi (0 %) qui a entraîné la hausse du taux de chômage. Comme la population active a cru plus vite que la population de 15 ans et plus (0,9 %), le taux d'activité montréalais a gagné

deux dixièmes de point de pourcentage et s'est établi à 65,4 % au 1^{er} trimestre de 2006. La population de Laval a continué sur sa lancée avec une forte diminution de son taux de chômage (de 8,5 % à 6,9 %). De plus, l'activité sur le marché du travail s'est intensifiée, le taux d'activité affichant un gain de plus d'un point de pourcentage (de 63,2 % à 64,5 %), grâce à une hausse de la population active (3,6 %) plus forte que celle de la population de 15 ans et plus (1,5 %). Dans les portions RMR des trois autres régions, le taux de chômage de l'ensemble de la population a connu une hausse de plus d'un point et demi de pourcentage (de 5,9 % à 7,5%), car les personnes qui ont perdu leur emploi (-600 ou -0,1 %) et les personnes nouvellement actives sur le marché du travail (12 500 ou 1,6 %) se sont toutes retrouvées en chômage. Comme la croissance de la population active (1,6 %) a été à peu près semblable à celle de la population de 15 ans et plus (1,8 %), le taux d'activité a peu bougé ; il est passé de 69,6 % à 69,5 %.

Vue d'ensemble (données désaisonnalisées)

À la fin de 2005 et au début de 2006, peu de personnes se sont jointes au marché du travail, soit à peine 10 000 en six mois. Leur nombre est ainsi passé de 2 009 300 au 3^e trimestre de 2005, à 2 012 500 au 4^e trimestre de 2005 et à 2 019 000 au 1^{er} trimestre de 2006. Ces hausses sont de l'ordre de 0,2 % et de 0,3 % au cours de ces deux derniers trimestres. Cette faible attraction s'explique par l'absence de dynamisme dans la création d'emplois, dont le comportement est erratique; depuis le milieu de 2004, l'emploi augmente puis diminue et cette alternance dans le mouvement continue de se manifester. De plus, quand il y a croissance de l'emploi, celle-ci est généralement lente.

Cette faible performance de l'emploi finit par se refléter sur le nombre de chômeurs et de chômeuses et, par ricochet, sur le taux de chômage qui sont tous deux en hausse depuis quatre trimestres consécutifs. Quant aux autres indicateurs du marché du travail, soit le taux d'activité et le taux d'emploi, ils sont soumis aux mêmes pressions et ils font pratiquement du surplace. Le taux d'activité (67,5 %) est dans cette situation depuis le début de 2005 et, plus précisément, il n'a pas bougé depuis trois trimestres. Le taux d'emploi aussi n'a pas bougé depuis le 2^e trimestre de 2005 et il s'est inscrit en baisse au cours des deux derniers trimestres pour revenir au même niveau que celui observé au 2^e trimestre de 2005 (61,2 %).

Les hommes et les femmes

Encore une fois, au 1^{er} trimestre de 2006, le même scénario que celui prévalant au 4^e trimestre de 2005 s'est réalisé. Le marché du travail a continué de se détériorer pour les femmes alors que pour les hommes, la situation s'est améliorée. Pour les hommes, on a assisté à une forte poussée dans la création d'emplois (26 200 ou 2,8 %), au contraire des femmes qui ont vu leur nombre d'emplois diminuer (-17 900 ou -2,1 %). Entre le 1^{er} trimestre de 2005 et le même trimestre en 2006, le taux d'emploi masculin a gagné presque un point de pourcentage (de 64,5 % à 65,3 %) tandis que le taux d'emploi féminin a perdu près de deux points de pourcentage (de 57,4 % à 55,6 %). Cette évolution s'est répercutée sur les écarts entre les taux masculin et féminin qui se sont élargis depuis un an à près de 10 points de pourcentage alors qu'un an plus tôt, cet écart n'était que de 7 points de pourcentage.

Comme au trimestre précédent, les hommes ont réalisé des gains plus souvent dans l'emploi à temps plein (21 500 ou 2,7 %) que dans l'emploi à temps partiel (4 700 ou 3,9 %). Pour les femmes, la situation est toute autre. Celles-ci ont perdu beaucoup d'emplois à temps plein (-35 700 ou -5,4 %) et ces pertes n'ont été compensées qu'à moitié par des gains d'emplois à temps partiel (17 800 ou 8,6 %). Il n'est donc pas surprenant que la part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total ait augmenté et que cette hausse soit plus accentuée pour les femmes (de 24 % à 26,6 %) que pour les hommes (12,9 % à 13,1 %).

La détérioration du marché du travail fut loin d'être un incitatif pour les femmes à se joindre à la population active. Moins de 6 000 d'entre elles (0,6 %) ont joint les rangs de la population active, ce qui est inférieur à la croissance de la population féminine de 15 ans et plus (14 800 ou 1 %). C'est ce qui explique que le taux d'activité féminin ait fléchi légèrement (de 61,7 % à 61,5 %). Pour les hommes, l'image projetée est complètement à l'opposé, leur taux d'activité ayant gagné plus d'un demi point de pourcentage (de 71,7 % à 72,4 %). En fait, le marché du travail a été capable d'absorber toute la hausse de la population masculine de 15 ans et plus (23 400 ou 1,6 %) et, en plus, certains hommes inactifs sont devenus actifs, puisque la population active a augmenté encore plus (26 100 ou 2,5 %). Tous ces nouveaux participants se sont tous dénichés du travail (26 200 ou 2,8 %).

Cette évolution différenciée dans les indicateurs du marché du travail s'observe aussi dans les taux de chômage. Pour les hommes, il a diminué de 0,3 point de pourcentage en passant de 10,1 % à 9,8 %. Pour les femmes, la hausse du taux de

chômage s'est accélérée puisqu'il est monté de 2,5 points de pourcentage (de 7,1 % à 9,6 %) alors qu'au trimestre précédent, la hausse n'atteignait que 1,8 point de pourcentage. Le nombre de chômeuses a donc subi une forte hausse (23 700 ou 36 %), pendant que du côté des hommes, leur nombre a à peine bougé (-100 ou -0,1 %).

Les moins de 30 ans et les 30 ans et plus

Pour les jeunes de 15 à 29 ans, le marché du travail a enfin envoyé un signal positif après six trimestres consécutifs de baisses d'emplois. Tous leurs indicateurs du marché du travail se sont redressés et cette situation contraste fortement avec le passé récent. Mais la contrepartie de cette évolution, c'est la détérioration du marché du travail pour les 30 ans et plus qui ont vu leur nombre d'emplois chuter (-22 000 ou -1,6 %). Cette baisse, qui s'est concentrée uniquement dans l'emploi à temps plein (-30 300 ou -2,6 %), a été ralentie par la hausse de l'emploi à temps partiel (8 200 ou 4,6 %). Pour les jeunes, la forte création d'emplois (30 400 ou 6,9 %) provient autant de l'emploi à temps plein (16 000 ou 5,5 %) qu'à temps partiel (14 300 ou 9,6 %). Avec une telle progression, qui est supérieure à celle de leur population de 15 ans et plus (31 200 ou 4,3 %), le taux d'emploi des jeunes a fait un bond d'un point et demi de pourcentage (de 60,9 % à 62,4 %). À l'inverse, chez les 30 ans et plus, le taux d'emploi a régressé (de 60,9 % à 59,7 %) en raison des pertes d'emplois qui se sont combinées à une légère hausse de la population de ce groupe d'âge. Puisque les gains d'emploi à temps partiel ont été importants, la part de l'emploi à temps partiel dans l'emploi total a encore fait des gains parmi les jeunes (de 33,8 % à 34,6 %) comme parmi les 30 ans et plus (13,2 % à 14 %).

Plusieurs jeunes de moins de 30 ans se sont intégrés à la population active (36 700 ou 7,3 %). Leur taux d'activité a grimpé de plus de 2 points de pourcentage, puisque cette hausse de la population active dépasse celle de la population âgée de 15 à 29 ans (31 200 ou 4,3 %). Pour les 30 ans et plus, la population active ayant diminué (-4 700 ou -0,3 %) alors que leur population totale a augmenté (7 000 ou 0,3 %), on observe une baisse de leur taux d'activité (de 65,6 % à 65,2 %).

Malgré un marché du travail bouillonnant pour les jeunes, leur taux de chômage a subi des pressions à la hausse : il est passé de 12,5 % à 12,8 %. En effet, le grand nombre de jeunes qui sont arrivés sur le marché du travail (36 700) n'ont pas tous pu se trouver un emploi puisque les postes disponibles étaient moins nombreux (30 400). Certains d'entre eux (6 300) se sont donc retrouvés en chômage. Pour les 30 ans et plus, le taux de chômage a bondi de plus d'un point de pourcentage (de 7,3 % à

8,5 %) par suite des nombreuses pertes d'emplois (-22 000). L'effet de ces pertes sur le taux de chômage a même été limité par le nombre de personnes de ce groupe d'âge qui se sont retirées du marché du travail (-4 700).

L'évolution sectorielle

Encore une fois, le secteur des services (34 600 emplois de plus ou 2,5 %) est venu amortir la baisse de l'emploi dans le secteur de la production de biens (-26 300 ou -6,7 %) qui est malmené principalement par l'industrie manufacturière (-39 300 ou -12,9 %). Parmi les secteurs de la fabrication, on en compte 11 sur 17 qui affichent des baisses d'emplois.

Dans le secteur des services, la croissance de l'emploi est attribuable surtout au commerce de détail (15 700 ou 7,4 %), au transport et à l'entreposage (14 300 ou 18,7 %), aux services aux entreprises (11 800 ou 19,3 %) et aux services d'enseignement (8 500 ou 6,2 %). Quelques secteurs ont cependant ralenti la croissance de l'emploi dans le secteur des services : il s'agit de l'information, de la culture et des loisirs (-17 600 ou -15,8 %), du commerce de gros (-6 300 ou -6,7 %) et des autres services (-5 600 ou -8 %).

De son côté, l'industrie de la construction continue sur son sentier de croissance et la hausse de l'emploi (9 500 ou 14,5 %) est demeurée impressionnante.

En ce qui concerne le secteur manufacturier, les industries productrices de biens durables ont été touchées davantage par les baisses d'emplois (-22 600 ou -13,9 %) que celles produisant des biens non durables (-16 700 ou -11,7 %). Représentant un peu plus de la moitié de tous les emplois manufacturiers (52,6 %), les manufacturiers de biens durables ont encaissé, au 1^{er} trimestre de 2006, une part plus grande des pertes d'emplois (57,5% ou 22 600 sur 39 300 pertes totales).

L'emploi dans les groupes professionnels

Au 1^{er} trimestre de 2006, ce sont surtout les professions de la gestion (9 100 ou 5,5 %) et celles de niveau technique (12 600 ou 2,4 %) qui ont profité des gains sur le marché du travail de la RMR de Montréal. Les personnes qui occupaient un emploi de niveau professionnel ont été touchées par des pertes d'emplois (-10 300 ou -2,6 %) ainsi que celles qui détenaient un emploi de niveau intermédiaire (-5 900 ou -1,1 %), mais dans une moindre mesure.

Propulsée par le commerce de détail et par le secteur du transport et de l'entreposage, la croissance de l'emploi s'est avérée vigoureuse pour le personnel des métiers, du transport et de la machinerie (28 800 ou 15,7 %) et pour les professions de la vente et des services (21 200 ou 5,1 %). De la même manière, le secteur des administrations publiques et celui des services d'enseignement ont fait augmenter l'emploi dans les professions des sciences sociales, de l'enseignement et de l'administration publique (17 300 ou 10,4 %). Du côté des pertes d'emplois, l'industrie manufacturière et l'industrie de l'information, de la culture et des loisirs ont entraîné dans leur sillage les professions de la transformation, de la fabrication et des services d'utilité publique (-19 400 ou -15,8 %) et celles reliées aux arts, à la culture, aux sports et aux loisirs (-12 300 ou -13,4 %). Les professions du domaine des affaires, de la finance et de l'administration (-16 200 ou -4,4 %) ainsi que celles en sciences naturelles et appliquées (-11 600 ou -7,2 %) ont aussi subi des reculs.

Les prestataires de l'assurance-emploi et de l'assistance-emploi

Les prestataires de l'assurance-emploi

Au 1^{er} trimestre de 2006, le nombre de prestataires de l'assurance-emploi a diminué dans la zone métropolitaine de l'emploi (ZME) de Montréal par rapport au même trimestre de 2005. Cette baisse (-997 ou -0,9 %) est cependant formée de mouvements contraires. En effet, en janvier 2006 (-2,7 %) et février 2006, leur nombre a diminué (de 2,7 % et 1,2 % respectivement) et la situation s'est inversée en mars 2006 avec un mouvement à la hausse (1,3 %). Le nombre total de prestataires est ainsi passé de 110 885, au 1^{er} trimestre de 2005, à 109 887, au 1^{er} trimestre de 2006.

C'est sur l'île de Montréal (-1 264 ou -2,5 %) et à Laval (-384 ou -3,6 %) que la réduction s'est faite le plus sentir. Les trois autres régions affichent toutes, dans leur portion métropolitaine, une hausse du nombre de prestataires; il a augmenté faiblement en Montérégie (133 ou 0,5 %) et dans les Laurentides (144 ou 1 %), mais fortement dans Lanaudière (374 ou 4,1 %). La baisse dans l'ensemble du Québec (-0,9 %) est identique à celle de la ZME de Montréal (-0,9 %).

En mars 2006, c'est sur l'île de Montréal que le taux de prestataires a été le plus faible (4,1 %). Laval arrive tout de suite après (4,4 %). La moyenne de la ZME de Montréal est légèrement plus élevée (4,7 %), mais se situe deux points de pourcentage plus bas que celle de l'ensemble du Québec (6,7 %).

Les prestataires de l'assistance-emploi

À chacun des mois de janvier, depuis 2001, le nombre de prestataires de l'assistance-emploi s'est inscrit en baisse dans la ZME de Montréal. En janvier 2006, la baisse par rapport à janvier 2005 a même été supérieure (-4 442 ou -5,2 %) à celle qui a été observée au cours de chacune des années, depuis 2002.

Le nombre de prestataires s'est contracté dans toutes les régions de la ZME. L'île de Montréal (-4 017 ou -6,1 %) et la partie métropolitaine des Laurentides (-235 ou -5,3 %) sont celles qui ont affiché les plus forts taux de diminution. La partie

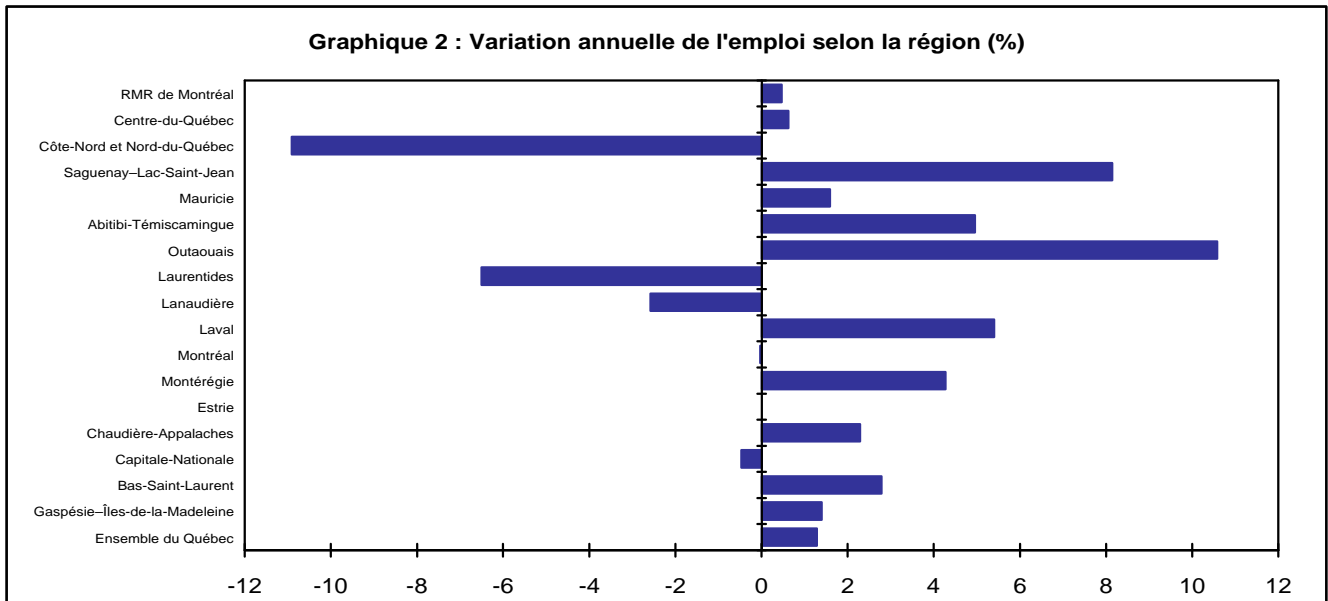
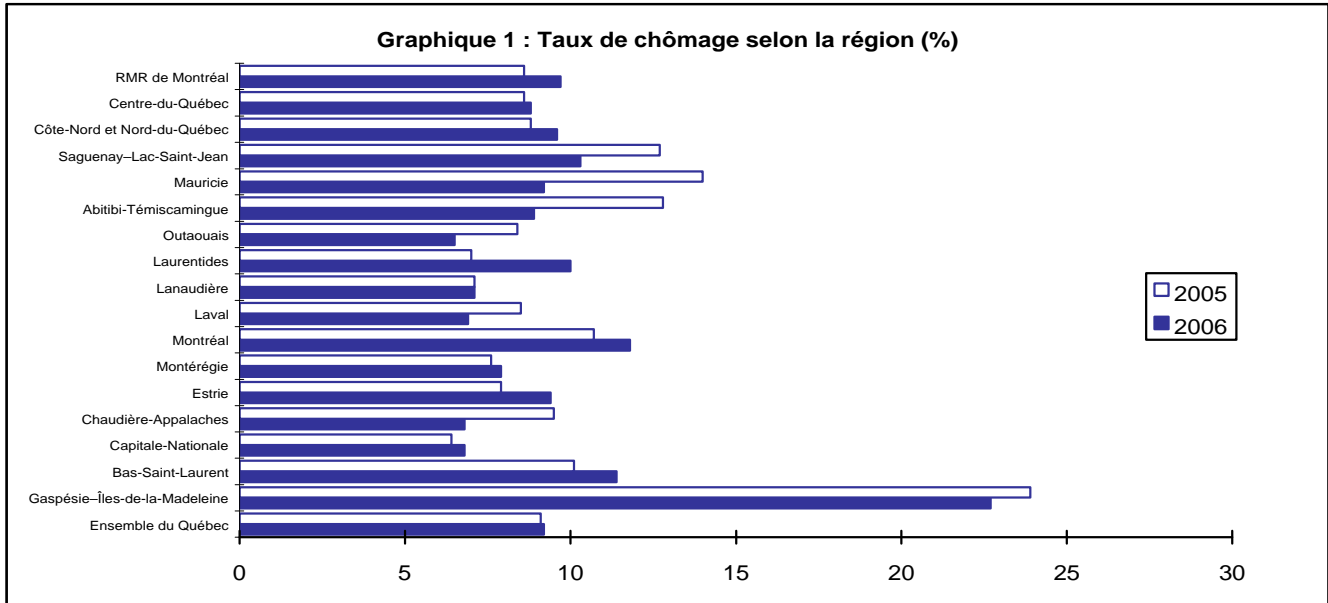
métropolitaine de la Montérégie (-134 ou -1,5 %), Laval (-41 ou -1 %) et la partie métropolitaine de Lanaudière (-15 ou -0,8 %) ont, elles aussi, contribué à cette diminution. Le recul dans l'ensemble du Québec a aussi été très important (-7 498 ou -4,6 %).

C'est sur l'île de Montréal (5 %) que l'on retrouve le taux de prestataires de l'assistance-emploi le plus élevé.

Section 2

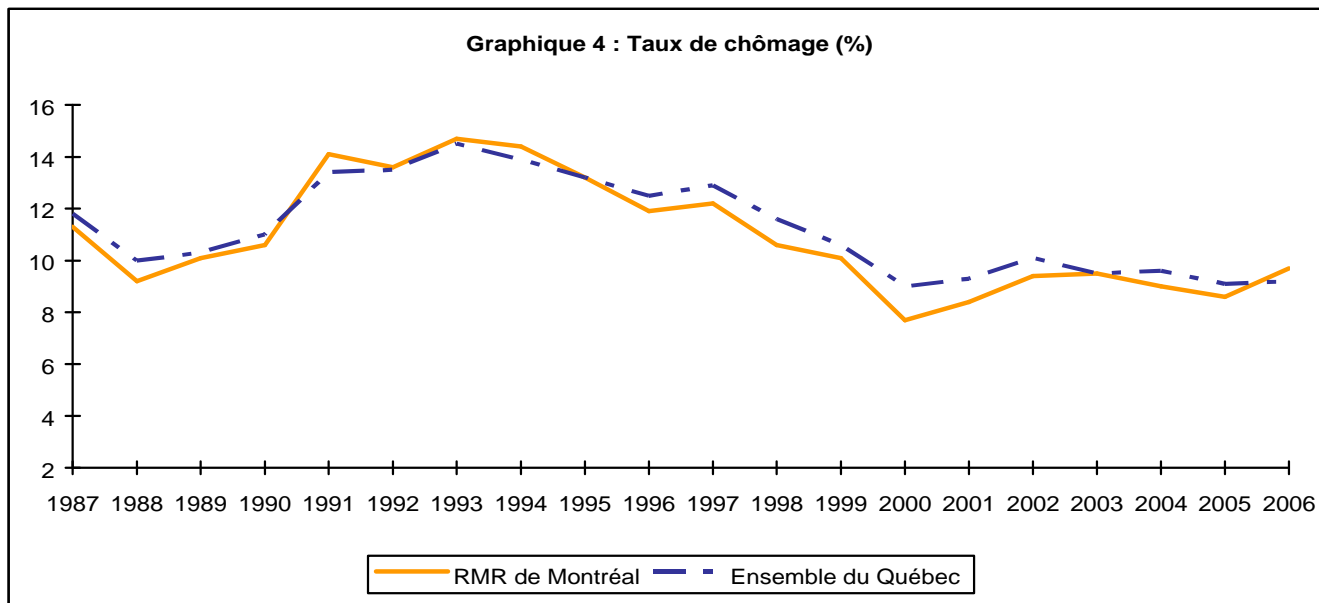
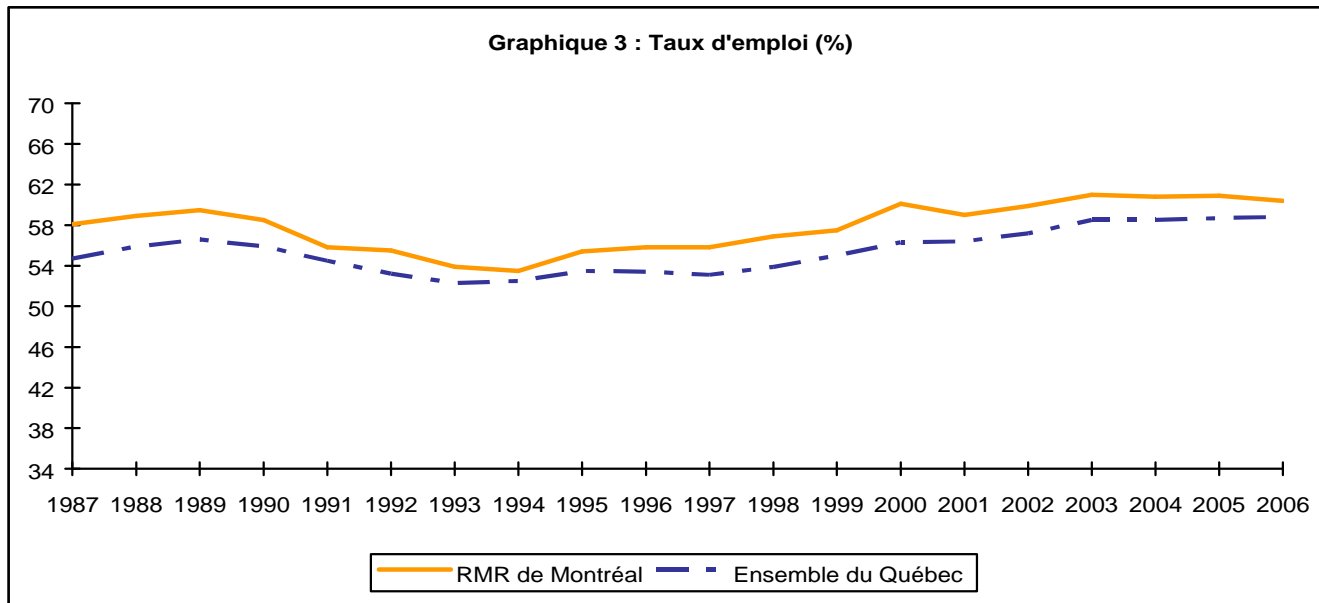
Graphiques et tableaux

Graphiques 1 et 2
TAUX DE CHÔMAGE ET VARIATION ANNUELLE DE L'EMPLOI SELON LA RÉGION
1^{er} trimestre 2006



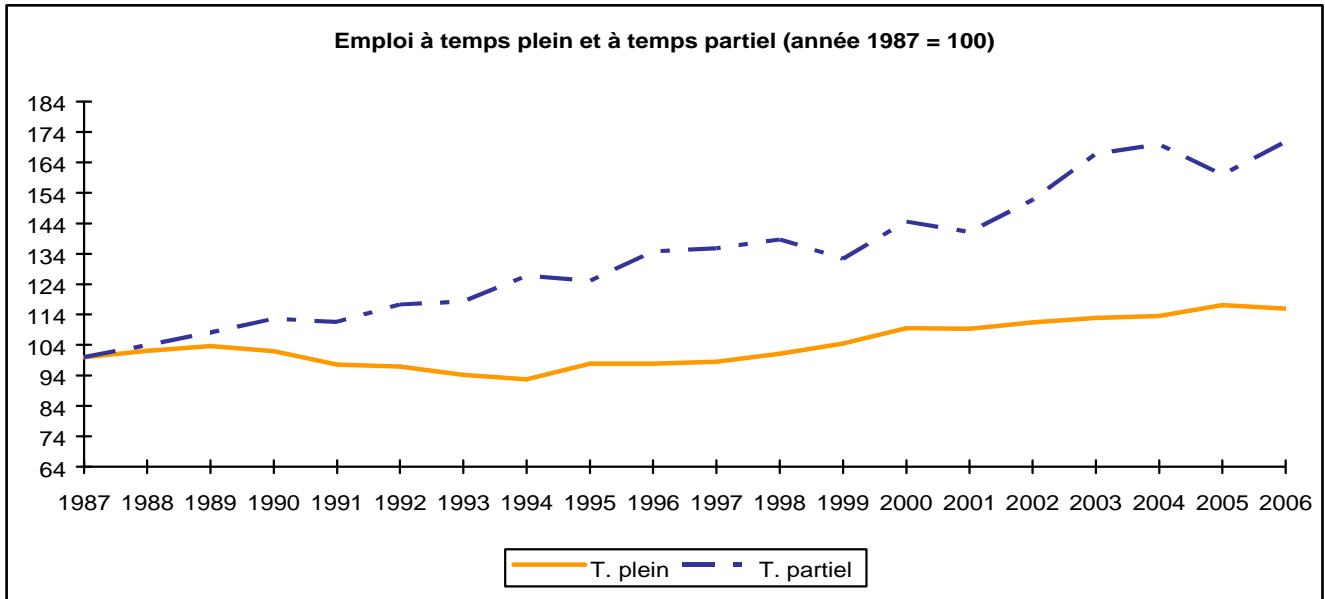
Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphiques 3 et 4
TAUX D'EMPLOI (%) ET TAUX DE CHÔMAGE (%)
RMR de Montréal et ensemble du Québec
1^{er} trimestre 2006



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Graphique 5
EMPLOI À TEMPS PLEIN ET À TEMPS PARTIEL
RMR de Montréal
1^{er} trimestre 2006



Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1A
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RMR de Montréal et ensemble du Québec
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	1 ^{er} trimestre		Variation %	1 ^{er} trimestre		Variation %
	2006	2005		2006	2005	
Population 15 ans et plus (000)	2 989,5	2 951,3	1,3	6 225,7	6 154,5	1,2
Population active (000)	1 997,8	1 965,9	1,6	4 030,2	3 977,2	1,3
Emploi (000)	1 804,4	1 796,0	0,5	3 660,6	3 614,2	1,3
- Temps plein (000)	1 454,1	1 468,3	-1,0	2 940,2	2 914,6	0,9
- Temps partiel (000)	350,2	327,7	6,9	720,4	699,6	3,0
Chômeurs et chômeuses (000)	193,5	169,9	13,9	369,6	363,1	1,8
Taux de chômage (%)	9,7	8,6		9,2	9,1	
Taux d'activité (%)	66,8	66,6		64,7	64,6	
Taux d'emploi (%)	60,4	60,9		58,8	58,7	
Durée du chômage (semaines)	23,4	21,4	9,3	20,1	19,9	1,0

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1B
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RMR de Montréal
Données désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	RMR de Montréal		Variation %
	1 ^{er} trimestre 2006	2005	
Population 15 ans et plus (000)	2 989,5	2 951,3	1,3
Population active (000)	2 019,0	1 986,6	1,6
Emploi (000)	1 828,4	1 820,3	0,4
Chômeurs et chômeuses (000)	190,5	166,3	14,6
Taux de chômage (%)	9,4	8,4	
Taux d'activité (%)	67,5	67,3	
Taux d'emploi (%)	61,2	61,7	

- : Donnée non disponible.

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 1C
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
Montréal, Laval et RMR de Montréal moins Montréal et Laval
Données non désaisonnalisées

Indicateurs du marché du travail	Montréal			Laval			RMR de Montréal moins Montréal et Laval		
	1 ^{er} trimestre 2006	2005	Variation %	1 ^{er} trimestre 2006	2005	Variation %	1 ^{er} trimestre 2006	2005	Variation %
Population 15 ans et plus (000)	1 577,8	1 563,5	0,9	302,7	298,1	1,5	1 109,0	1 089,7	1,8
Population active (000)	1 031,8	1 019,2	1,2	195,1	188,3	3,6	770,9	758,4	1,6
Emploi (000)	910,1	910,4	-0,0	181,6	172,3	5,4	712,7	713,3	-0,1
- Temps plein (000)	724,7	740,8	-2,2	141,7	139,8	1,4	587,7	587,7	-0,0
- Temps partiel (000)	185,4	169,6	9,3	40,0	32,5	23,1	124,8	125,6	-0,6
Chômeurs et chômeuses (000)	121,7	108,9	11,8	13,4	16,0	-16,3	58,4	45,0	29,8
Taux de chômage (%)	11,8	10,7		6,9	8,5		7,5	5,9	
Taux d'activité (%)	65,4	65,2		64,5	63,2		69,5	69,6	
Taux d'emploi (%)	57,7	58,2		60,0	57,8		64,3	65,5	
Durée du chômage (semaines)	25,0	23,4	6,8	43,8	15,5	182,6	--	--	--

- : Donnée non disponible.

Note: La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 2
COMPARAISONS INTERRÉGIONALES
QUELQUES INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL
1^{er} trimestre 2006
Données non désaisonnalisées

Régions économiques, régions métropolitaines et ensemble du Québec	Taux d'activité (%)	Taux de chômage (%)	Taux d'emploi (%)
RÉGIONS ÉCONOMIQUES			
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	46,4	22,7	36,0
Bas-Saint-Laurent	57,4	11,4	50,8
Capitale-Nationale	65,3	6,8	60,9
Chaudière-Appalaches	66,7	6,8	62,2
Estrie	63,7	9,4	57,8
Montérégie	67,2	7,9	61,9
Montréal	65,4	11,8	57,7
Laval	64,5	6,9	60,0
Lanaudière	64,4	7,1	59,8
Laurentides	65,0	10,0	58,5
Outaouais	69,8	6,5	65,3
Abitibi-Témiscamingue	62,6	8,9	57,0
Mauricie	55,6	9,2	50,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	60,0	10,3	53,9
Côte-Nord et Nord-du-Québec	61,5	9,6	55,6
Centre-du-Québec	67,6	8,8	61,6
RÉGIONS MÉTROPOLITAINES			
Saguenay	61,5	8,6	56,1
Québec	66,4	6,8	61,9
Trois-Rivières	62,5	9,3	56,6
Sherbrooke	66,0	9,3	59,8
Montréal	66,8	9,7	60,4
Ottawa-Gatineau	72,4	5,2	68,7
ENSEMBLE DU QUÉBEC	64,7	9,2	58,8

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 3
PRINCIPAUX INDICATEURS DU MARCHÉ DU TRAVAIL SELON LE SEXE ET L'ÂGE
RMR de Montréal et ensemble du Québec

Sexes et groupes d'âge	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	1 ^{er} trimestre		Variation %	1 ^{er} trimestre		Variation %
	2006	2005		2006	2005	
HOMMES						
Population 15 ans et plus (000)	1 465,0	1 441,6	1,6	3 060,3	3 023,7	1,2
Population active (000)	1 060,1	1 034,0	2,5	2 143,7	2 128,9	0,7
Emploi (000)	956,2	930,0	2,8	1 927,3	1 901,0	1,4
- Temps plein (000)	831,3	809,8	2,7	1 681,1	1 664,6	1,0
- Temps partiel (000)	125,0	120,3	3,9	246,3	236,4	4,2
Chômeurs (000)	103,9	104,0	-0,1	216,4	227,9	-5,0
Taux de chômage (%)	9,8	10,1		10,1	10,7	
Taux d'activité (%)	72,4	71,7		70,0	70,4	
Taux d'emploi (%)	65,3	64,5		63,0	62,9	
FEMMES						
Population 15 ans et plus (000)	1 524,5	1 509,7	1,0	3 165,4	3 130,8	1,1
Population active (000)	937,7	931,9	0,6	1 886,5	1 848,3	2,1
Emploi (000)	848,1	866,0	-2,1	1 733,3	1 713,2	1,2
- Temps plein (000)	622,9	658,6	-5,4	1 259,2	1 250,0	0,7
- Temps partiel (000)	225,3	207,5	8,6	474,1	463,2	2,4
Chômeuses (000)	89,6	65,9	36,0	153,2	135,2	13,3
Taux de chômage (%)	9,6	7,1		8,1	7,3	
Taux d'activité (%)	61,5	61,7		59,6	59,0	
Taux d'emploi (%)	55,6	57,4		54,8	54,7	
15-29 ANS						
Population 15 à 29 ans (000)	755,5	724,3	4,3	1 479,1	1 468,6	0,7
Population active (000)	540,6	503,9	7,3	1 051,7	1 038,0	1,3
Emploi (000)	471,2	440,8	6,9	919,5	912,5	0,8
- Temps plein (000)	308,0	292,0	5,5	596,1	590,4	1,0
- Temps partiel (000)	163,2	148,9	9,6	323,4	322,1	0,4
Chômeurs et chômeuses (000)	69,4	63,0	10,2	132,2	125,4	5,4
Taux de chômage (%)	12,8	12,5		12,6	12,1	
Taux d'activité (%)	71,6	69,6		71,1	70,7	
Taux d'emploi (%)	62,4	60,9		62,2	62,1	
30 ANS ET PLUS						
Population 30 ans et plus (000)	2 234,0	2 227,0	0,3	4 746,6	4 686,0	1,3
Population active (000)	1 457,3	1 462,0	-0,3	2 978,5	2 939,3	1,3
Emploi (000)	1 333,2	1 355,2	-1,6	2 741,1	2 701,6	1,5
- Temps plein (000)	1 146,1	1 176,4	-2,6	2 344,2	2 324,2	0,9
- Temps partiel (000)	187,0	178,8	4,6	396,9	377,4	5,2
Chômeurs et chômeuses (000)	124,1	106,8	16,2	237,4	237,6	-0,1
Taux de chômage (%)	8,5	7,3		8,0	8,1	
Taux d'activité (%)	65,2	65,6		62,8	62,7	
Taux d'emploi (%)	59,7	60,9		57,7	57,7	

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 4
EMPLOI PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ
RMR de Montréal et ensemble du Québec

Secteurs d'activité ¹	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	1 ^{er} trimestre		Variation %	1 ^{er} trimestre		Variation %
	2006 (000)	2005 (000)		2006 (000)	2005 (000)	
Secteur de la production de biens	364,6	390,9	-6,7	867,7	873,5	-0,7
Agriculture	4,4	4,4	0,0	58,2	46,1	26,2
Foresterie et exploitation forestière	2,6	-	-	17,9	18,2	-1,6
Pêche, chasse et piégeage	-	-	-	1,6	-	-
Extraction minière	2,8	-	-	17,7	12,0	47,5
Services publics	13,7	15,4	-11,0	31,0	33,2	-6,6
Construction	74,9	65,4	14,5	162,3	140,8	15,3
Fabrication	266,2	305,5	-12,9	578,9	622,1	-6,9
Fabrication d'aliments, de boissons et de produits du tabac	35,9	40,9	-12,2	73,0	79,8	-8,5
Usines de textiles et de produits textiles	3,7	7,2	-48,6	14,4	19,7	-26,9
Fabrication de vêtements, de produits en cuir et analogues	26,1	19,5	33,8	37,9	26,7	41,9
Fabrication de produits en bois	6,7	7,6	-11,8	46,9	54,0	-13,1
Fabrication du papier	9,2	12,5	-26,4	35,2	41,2	-14,6
Impression et activités connexes de soutien	13,7	16,1	-14,9	28,5	30,3	-5,9
Fabrication de produits chimiques	21,6	31,1	-30,5	26,8	36,9	-27,4
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	15,9	13,5	17,8	41,9	34,9	20,1
Fabrication de produits minéraux non métalliques	8,1	4,4	84,1	19,7	16,4	20,1
Première transformation des métaux	11,5	11,3	1,8	34,3	36,2	-5,2
Fabrication de produits métalliques	18,9	16,5	14,5	40,7	39,9	2,0
Fabrication de machines	11,4	13,6	-16,2	25,7	29,8	-13,8
Fabrication de produits informatiques et électroniques	16,5	21,9	-24,7	24,6	30,9	-20,4
Fabrication de matériel, d'appareils et de composants électrique	12,9	7,4	74,3	19,5	12,8	52,3
Fabrication de matériel de transport	31,5	48,3	-34,8	48,2	68,1	-29,2
Fabrication de meubles et de produits connexes	13,3	13,2	0,8	36,8	32,7	12,5
Activités diverses de fabrication ²	9,3	20,3	-54,2	23,2	31,9	-27,3
Secteur des services	1 439,7	1 405,1	2,5	2 793,0	2 740,7	1,9
Commerce de gros	87,7	94,0	-6,7	141,1	144,8	-2,6
Commerce de détail	228,8	213,1	7,4	488,0	454,5	7,4
Transport et entreposage	90,7	76,4	18,7	164,6	160,5	2,6
Finance	61,5	62,6	-1,8	103,6	104,5	-0,9
Sociétés d'assurance, fonds et autres instruments financiers	27,4	22,8	20,2	61,8	52,9	16,8
Services immobiliers	27,4	28,9	-5,2	39,2	42,7	-8,2
Services de location et de location à bail	6,4	3,7	73,0	13,0	9,6	35,4
Services professionnels, scientifiques et techniques	158,3	156,1	1,4	229,2	219,1	4,6
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	72,9	61,1	19,3	125,5	114,6	9,5
Services d'enseignement	144,6	136,1	6,2	274,3	251,0	9,3
Soins de santé et assistance sociale	203,2	204,2	-0,5	437,3	434,4	0,7
Information, culture et loisirs	94,1	111,7	-15,8	153,1	173,1	-11,6
Hébergement et restauration	90,0	89,4	0,7	199,4	207,0	-3,7
Autres services	64,1	69,7	-8,0	152,4	160,2	-4,9
Administration fédérale (incluant la défense)	25,1	20,3	23,6	75,4	70,4	7,1
Administrations publiques provinciales et territoriales	25,5	23,7	7,6	70,2	83,6	-16,0
Administrations publiques locales, municipales, régionales et autre	32,2	30,3	6,3	64,9	57,7	12,5
ENSEMBLE DES SECTEURS	1 804,4	1 796,0	0,5	3 660,6	3 614,2	1,3

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN).

² L'industrie de la fabrication de produits du pétrole et du charbon est incluse dans cette industrie.

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 5
EMPLOI SELON LE GENRE ET LE NIVEAU DE COMPÉTENCE
RMR de Montréal et ensemble du Québec

Genre de compétence	RMR de Montréal			Ensemble du Québec		
	1 ^{er} trimestre		Variation %	1 ^{er} trimestre		Variation %
	2006 (000)	2005 (000)		2006 (000)	2005 (000)	
Gestion	174,4	165,3	5,5	332,9	310,3	7,3
Affaires, finance et administration	350,7	366,9	-4,4	642,4	671,3	-4,3
Sciences naturelles et appliquées et professions apparentées	149,5	161,1	-7,2	256,1	262,7	-2,5
Secteur de la santé	105,1	109,0	-3,6	234,7	232,6	0,9
Sciences sociales, enseignement, administration publique et religion	184,4	167,1	10,4	345,6	328,5	5,2
Arts, culture, sports et loisirs	79,7	92,0	-13,4	129,7	137,6	-5,7
Vente et services	440,1	418,9	5,1	879,9	853,1	3,1
Métiers, transport et machinerie	211,8	183,0	15,7	499,1	476,3	4,8
Prof. propres au secteur primaire	5,4	10,2	-47,1	79,3	75,9	4,5
Transformation, fabrication et services d'utilité publique	103,2	122,6	-15,8	260,8	265,9	-1,9
ENSEMBLE DES PROFESSIONS	1 804,4	1 796,0	0,5	3 660,6	3 614,2	1,3
Niveau de compétence¹						
Gestion	174,4	165,3	5,5	332,9	310,3	7,3
Professionnel	381,3	391,6	-2,6	660,1	659,7	0,1
Technique	539,9	527,3	2,4	1 172,1	1 176,7	-0,4
Intermédiaire	519,3	525,2	-1,1	1 083,2	1 065,2	1,7
Élémentaire	189,5	186,8	1,4	412,3	402,2	2,5

- : Donnée non disponible.

Note : La somme des composantes n'est pas toujours égale au total en raison des données qui ont été arrondies.

¹ Le niveau de compétence selon la Classification nationale des professions : gestion (expérience dans le domaine visé);
professionnel (généralement diplôme universitaire); technique (généralement diplôme collégial ou secondaire professionnel);
intermédiaire (généralement diplôme secondaire général); élémentaire (généralement études secondaires non terminées).

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active*.

Tableau 6
PRESTATAIRES DE L'ASSURANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Mars 2006	Mars 2005	Variation %	Taux de prestation ² Mars 2006
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	16 805	16 628	1,1	25,6
Bas-Saint-Laurent	18 256	17 680	3,3	13,5
Capitale-Nationale	25 884	26 084	-0,8	5,8
Chaudière-Appalaches	20 271	19 686	3,0	7,7
Estrie	14 804	16 000	-7,5	7,7
Montérégie	49 181	46 980	4,7	5,6
Montréal	50 793	50 947	-0,3	4,1
Laval	10 158	10 285	-1,2	4,4
Lanaudière	19 773	18 341	7,8	7,4
Laurentides	23 181	22 098	4,9	7,4
Outaouais	11 085	11 228	-1,3	5,0
Abitibi-Témiscamingue	10 380	9 948	4,3	10,4
Mauricie	15 639	15 531	0,7	9,1
Saguenay-Lac-Saint-Jean	21 431	21 691	-1,2	11,1
Côte-Nord	10 155	10 427	-2,6	14,8
Nord-du-Québec	2 225	2 081	6,9	8,9
Centre-du-Québec	13 514	13 306	1,6	9,2
ZME ³ de Montréal	109 717	108 273	1,3	4,7
ENSEMBLE DU QUÉBEC	333 535	328 941	1,4	6,7

¹ Prestataires de l'assurance-emploi actifs et aptes au travail.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ressources humaines et développement des compétences Canada.

Tableau 7
PRESTATAIRES DE L'ASSISTANCE-EMPLOI¹
SELON LES RÉGIONS ÉCONOMIQUES ET L'ENSEMBLE DU QUÉBEC

Régions économiques et ensemble du Québec	Janvier 2006	Janvier 2005	Variation %	Taux de prestation ² Janvier 2006
RÉGIONS ÉCONOMIQUES				
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	2 735	2 854	-4,2	4,2
Bas-Saint-Laurent	3 590	3 690	-2,7	2,7
Capitale-Nationale	10 418	11 006	-5,3	2,3
Chaudière-Appalaches	3 893	4 114	-5,4	1,5
Estrie	5 823	5 905	-1,4	3,0
Centre-du-Québec	4 500	4 412	2,0	3,1
Montréal	18 702	19 393	-3,6	2,1
Montréal	61 777	65 794	-6,1	5,0
Laval	4 074	4 115	-1,0	1,8
Lanaudière	6 505	6 664	-2,4	2,4
Laurentides	7 290	7 676	-5,0	2,3
Outaouais	6 655	7 006	-5,0	3,0
Abitibi-Témiscamingue	2 980	3 185	-6,4	3,0
Mauricie	7 635	7 987	-4,4	4,4
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6 111	6 604	-7,5	3,2
Côte-Nord	1 552	1 618	-4,1	2,3
Nord-du-Québec	602	613	-1,8	2,4
ZME ³ de Montréal	80 783	85 225	-5,2	3,4
ENSEMBLE DU QUÉBEC	154 842	162 340	-4,6	3,1

¹ Adultes sans contraintes à l'emploi.

² Le taux de prestation correspond au nombre de prestataires divisé par le nombre de personnes âgées de 15 à 64 ans (recensement 2001).

³ La ZME ou zone métropolitaine de l'emploi est formée de la somme des territoires des 47 centres locaux d'emploi de la RMR de Montréal et correspond presque au territoire de la RMR.

Source : Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.